

Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU : «Le terrorisme est en train de gagner, ce qui se passe au Burkina, au Mali et au Niger est une tragédie humanitaire avec un impact terrible... »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 12 FEVRIER 2020

541

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Centre du Mali

Trop de sang a coulé en 2019



Fête professionnelle de la Russie : Solutions africaines aux problèmes africains



Forum international des collectivités locales : Les élus français d'origine malienne contribuent à la paix

FOFY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Une	Centre du Mali : Trop de sang a coulé en 2019	P.4
Brèves	Législatives sous haute tension : Madame MAIGA Sina DAMBA lance un appel aux femmes leaders du Mali	P.11
	Litige foncier contre le contentieux de l'Etat : Hadi Niangadou touche le but avec un pactole de 6 milliards FCFA	P.11
	Politique : Le culte de la personnalité ne démord pas à l'Adema	P.11
	Législatives en Commune II : Abba Niaré en liberté pour faire réélire Karim Keïta	P.12
	Pour refus de recevoir des enseignants volontaires : Un directeur d'école relevé à Kati	P.12
	Présidence de la République : Blaise Sangaré pressenti au poste de secrétaire général	P.12
	Les infections génitales : Un problème de santé publique source de stérilité	P.13
	Législatives dans le cercle de Yanfolila : Le ministre Yaya Sangaré impose sa femme	P.13
	ADP-MALIBA : La guerre entre la jeunesse et la direction du parti	P.14
Actualité	Fête professionnelle de la Russie : Solutions africaines aux problèmes africains	P.15
	Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU : «Le terrorisme est en train de gagner, ce qui se passe au Burkina, au Mali et au Niger est une tragédie humanitaire avec un impact terrible... »	P.16
Politique	Moussa Mara, président du parti Yéléma : «Le Dialogue national inclusif a tracé des pistes pour le redressement de notre pays»	P.18
	Forum international des collectivités locales : Les élus français d'origine malienne contribuent à la paix	P.20
	Organisation des prochaines législatives notwithstanding la persistance de la crise sécuritaire : Dr Aboubacar Sidiki Fomba estime que la pratique politique au Mali brise l'espoir du peuple	P.21
Culture & société	Inauguration du Plateau "Haut De Marche": Orange-Mali innove	P.23
International	Sénégal : Karim Wade, l'ennemi identifié par la Crei*	P.24
	Addis-Abeba : Les trois points à retenir du 33e sommet de l'Union africaine	P.25
Sport	Football : Signature de nouveau partenariat entre la Fémafoot et Sport Team	P.26
	Découverte : Moustapha Diarra Sangaré, le rêve d'un Aiglonnet !	P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.12



P.16



P.18





Centre du Mali : Trop de sang a coulé en 2019

L'année 2019 a sans doute été la plus meurtrière depuis l'éclatement de la crise au centre du Mali en 2015. C'est du moins ce qu'affirme Human Rights Watch (HRW) dans son rapport publié en ce mois de février 2020 et intitulé : « Combien de sang doit encore couler ? Atrocités commises contre des civils dans le centre du Mali, 2019 ». Entre les attaques sauvages et inhumaines des groupes terroristes et les exactions tout aussi inhumaines des groupes armés à dominance ethnique, ce sont des centaines de personnes, dont beaucoup d'enfants, qui auront été massacrées tandis que des dizaines voire des centaines de milliers d'autres auront été contraintes d'abandonner leurs terres pour un exil forcé dont personne, aujourd'hui, ne peut dire quand il prendra fin. Le centre du Mali est actuellement le lieu de toutes les atrocités contre des populations civiles, atrocités qui, malheureusement, se perpétuent du fait de l'impunité. Très peu présent dans le centre, l'État du Mali peine à organiser la riposte pour mettre fin aux souffrances des victimes de la folie meurtrière de groupes armés qui n'ont aucune humanité.

Les massacres de populations civiles au centre du Mali a provoqué une vive émotion tant au Mali qu'à l'étranger. Les Maliens et le monde entier connaissent malheureusement les localités tristement célèbres d'Ogossagou ou de Sobame-Da où la bêtise humaine s'est manifestée dans toute sa laideur par le massacre de populations civiles sans armes, par des hommes sans humanité. Les bonnes âmes en sont en-

core à se demander comment des hommes peuvent tuer, de sang-froid, des femmes et des enfants, tuer leurs animaux et incendier leurs maisons et leurs greniers. Le rapport de HRW, après une enquête de quatre mois dans le centre du Mali est sans équivoque : « Des groupes armés ont tué des centaines de civils dans le centre du Mali en 2019, ce qui en fait l'année la plus meurtrière pour les civils depuis l'éruption, en 2012, de la crise politique et militaire dans ce pays. L'épicentre de la violence se situe dans le centre du Mali, notamment dans la région de Mopti. Des islamistes armés et des groupes d'autodéfense à caractère ethnique ont massacré des gens dans leurs villages, les ont abattus alors que ceux-ci fuyaient et ont exécuté des hommes après les avoir séparés des





autres passagers de véhicules de transport publics en raison de leur appartenance ethnique. De nombreux habitants qui n'ont pas pu échapper aux attaques armées ont été brûlés vifs chez eux, tandis que d'autres ont été tués par des explosifs ».

On a du mal à croire que de tels actes puissent se produire au Mali mais il faut se rendre à l'évidence : notre pays est devenu, en quelques années, celui qu'on cite le plus souvent dans tous les médias du monde à cause des massacres de populations civiles et leur exode massif vers d'autres localités plus sécurisées ou au Burkina Faso voisin. Le Mali a été critiqué pour sa lenteur voire son incapacité à arrêter les auteurs des massacres et les traduire devant la justice. Comment le peut-il si l'État est parfois totalement absent des zones de massacres ? En plus, de graves accusations ont été portées contre les Forces armées maliennes (FAMA) lesquelles seraient impliquées dans des exactions contre des populations civiles ou auraient soutenu des groupes d'autodéfense contre d'autres. Malgré les conditions difficiles dans lesquelles elles sont, les autorités judiciaires ont pu juger certains responsables de crimes sur les populations, même si cela paraît minime face à l'ampleur des massacres perpétrés. C'est pourquoi HRW écrit ce qui suit : « Les partenaires internationaux du Mali devraient enjoindre au gouvernement de garantir que les auteurs des violences communautaires sont dûment tenus pour responsables et d'offrir un plus grand soutien aux institutions judiciaires dans le centre du Mali, ainsi qu'au Pôle judiciaire spécialisé dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, basé à Bamako et dont le mandat a été élargi en 2019 afin d'y inclure les

crimes relatifs aux droits humains internationaux ».

HRW dans son rapport explique les fondements des exactions et massacres interethniques. En effet, pour l'organisation de défense des droits humains « Les groupes islamistes armés ont largement concentré leurs efforts de recrutement sur les communautés pastorales peules, en exploitant leurs frustrations dues au banditisme, aux exactions des services de sécurité, à la corruption du secteur public, à la compétition pour l'accès aux terres et aux ressources en eau, et, de plus en plus souvent, des violences commises par les groupes d'autodéfense. La présence et les abus accrues des islamistes armés ont exacerbé les tensions entre les Peuls et les communautés sédentaires bambara, dogon et tellem, qui ont été ciblées de façon disproportionnée par les islamistes armés, conduisant à la création de groupes ethniques d'autodéfense organisés de sorte à pro-

téger les villages. Les leaders de toutes les communautés ont rapporté que souvent, les forces de sécurité maliennes tardaient à intervenir et qu'il était arrivé que face aux groupes armés, elles ne soient pas parvenues à protéger les habitants contre les attaques ».

L'insécurité grandissante du fait de l'absence des FAMA des régions du centre a conduit à la stigmatisation des communautés. Il fut un temps, et il n'est pas sûr que cela soit changé, où tout Peul était assimilé à un djihadiste. Cette situation est la base de graves conflits intercommunautaires que des gens, pour des raisons inconnues, s'évertuent à nier arguant les liens séculaires pacifiques entre les ethnies de la région du centre. HRW décrit parfaitement l'enchaînement des faits qui ont conduit des communautés voisines à se détester. Ainsi on peut lire dans le rapport que « Les épisodes ont suivi à chaque fois un schéma similaire : le meurtre d'un civil bambara ou dogon, attribué de façon crédible à des groupes islamistes armés, est suivi d'une vague d'attaques lourdes, en guise de riposte, contre des hameaux et des villages entiers de Peuls. En 2019, des groupes armés peuls et des islamistes armés eux-mêmes ont perpétré plusieurs massacres ciblant des civils dogons et tellems ».

Ainsi, l'ethnisation du conflit au centre du Mali est plus que réel. HRW s'appuie sur les rapports d'experts mandatés l'Organisation des Nations Unies pour l'attester. Et l'Expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits humains au Mali, Alioune Tine, va même plus loin en déclarant que « la multiplication des attaques meurtrières contre des civils dans certaines régions du pays pourrait être qualifiée de





crime contre l'humanité ». La situation au centre du Mali a donc atteint des proportions telles que les autorités maliennes avec l'aide la communauté internationale, notamment la MINUSMA, doivent s'engager vertement dans la résolution de la crise qui embrasse toute la Région de Mopti. Le centre du Mali est devenu le lieu des atrocités les plus inimaginables. « En 2019, Human Rights Watch a documenté des dizaines d'incidents de violence communautaire dans le centre du Mali. Au total, 340 civils ont été tués lors de ces incidents, de nombreux autres ont été blessés et des dizaines de villages ont été pillés et détruits. Il y avait parmi les morts des dizaines d'enfants. En outre, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 50 000 villageois ont été déplacés », peut-on lire dans le rapport de février 2020.

Ces chiffres sont simplement effrayants. Pourtant, HRW estime qu'ils ne couvrent pas toute la réalité car des massacres de populations ont été rapportés en marge de ceux documentés dans son rapport. « Selon les estimations de Human Rights Watch, le nombre de civils tués en 2019 au cours des attaques communautaires perpétrées dans le centre du Mali est bien plus élevé que les 340 meurtres documentés dans ce rapport, car des vagues d'opérations de représailles se sont suivies à un rythme soutenu. Dans de tels incidents, un ou plusieurs civils dogons ou peuls étaient abattus ou tués à coups de couteau alors qu'ils s'occupaient de leur bétail, travaillaient dans les champs ou se rendaient au marché pour y acheter ou vendre des produits. Des leaders communautaires, des agences humanitaires et des groupes de mem-

bres de la société civile issus des communautés peule, dogon et tellem ont envoyé à Human Rights Watch des listes répertoriant au total plus de 100 meurtres s'apparentant à ces types de représailles et qui, tous, sont de nature à faire l'objet d'une enquête plus poussée ».

Les massacres de populations civiles sont accompagnés d'une volonté affichée des terroristes de détruire le tissu social et économique, de façon à enlever aux populations victimes toute volonté de retourner sur leurs terres. Ainsi HRW écrit : « Les attaques, toutes forces confondues, étaient presque toujours accompagnées de pillages massifs, de la destruction ou de l'incendie des villages concernés et de vol de bétail à grande échelle. L'insécurité généralisée a affaibli les capacités de travail des éleveurs, des agriculteurs et des commerçants, engendrant un épisode de famine, ainsi que le déplacement de dizaines de milliers de personnes.²² Elle a également entraîné la ferme-

ture d'au moins 525 écoles dans la région de Mopti, pénalisant 157 000 enfants ».

Le rapport de HRW contient des témoignages poignants de rescapés de massacres sur les atrocités subies par leurs parents tués, les pillages d'animaux et l'incendie des maisons et greniers. HRW termine son rapport d'une centaine de pages sur des recommandations faites aux autorités maliennes, au pouvoir judiciaires, aux FAMAS, à l'Union Africaine, à la Communauté internationale, à la Cour pénale internationale, aux groupes armés impliqués dans la crise au centre, pour que chacun, en ce qui le concerne, s'attache à travailler au retour de la paix au centre du Mali. C'est dire que le Mali, s'il a le devoir de s'attacher à résoudre les conflits au centre du pays, ne peut seul y parvenir. Il a besoin du secours de tous ceux qui sont engagés à ses côtés dans ce conflit qui menace les fondements mêmes du vivre ensemble dans la Région de Mopti. L'État malien et des organisations de la société civile sont parvenus à ouvrir le dialogue entre les populations concernées et à mettre en œuvre les mécanismes locaux de résolution des conflits qui semblent avoir donné quelques satisfactions. Cependant, parallèlement, le Gouvernement du Mali devra travailler davantage à asseoir son autorité par une restauration de l'autorité de l'État et l'intensification de la lutte contre les terroristes et les groupes armés de tous bords. Ce sera une lutte de longue haleine mais plus tôt elle sera mise en œuvre plus il y aura des chances d'endiguer le déliement qui menace le centre et le Mali tout entier.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**



Ammy Baba Cisse



Les journalistes logeant vers Missabougou, pour qui l'autoroute est en chantier, sont-ils partants aux législatives?

Dans la cité des logements sociaux à N'Tabacoro, certains compatriotes ont construit sur les voies d'accès.

Mohamed Ali Bathily aussi avait fait alliance avec la majorité et l'opposition. Au suivant.

Primature du Mali



Promotion des Investissements: une délégation de MEDEF international à la Primature

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Bou-bou Cissé, a reçu, ce mardi 11 février 2020, une délégation du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) international.

Au menu des échanges, les opportunités d'investissements économiques au Mali.

Le Chef du Gouvernement a, à cette occasion, rassuré ses interlocuteurs quant aux garanties que l'Etat offre au secteur privé pour s'épanouir. Dr Bou-bou Cissé a ainsi invité ses hôtes à investir au Mali.

La délégation, conduite par M. Bruno Mettling, président du Conseil des chefs d'entreprises France-Afrique de l'Ouest, compte les dirigeants d'une trentaine d'entreprises françaises de tous les secteurs.



Carnet d'audience : Le Premier ministre reçoit une délégation du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM)

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Bou-bou Cissé a reçu le mardi 11 février 2020, une délégation du Haut Conseil Islamique du Mali conduite par son Président, Chérif Ousmane Madani Haidara. L'organisation faitière des associations musulmanes du Mali était venue présenter au Premier ministre les actes du Forum sur la réconciliation couplé à la 2e session de la Conférence nationale des Oulémas (autorité suprême du HCIM en matière d'interprétation et d'élucidation théologiques et doctrinaires) qu'elle avait organisé à Mopti du 16 au 18 janvier 2020 sous le thème de la Paix et de la Réconciliation.

Le Président du Haut Conseil Islamique du Mali a, à cette occasion remercié le Premier ministre pour le soutien et l'accompagnement de l'Etat qui ont contribué à la réussite du Forum.

En retour, le Premier ministre la remercié ses hôtes pour leur démarche en sa direction et pour la parfaite organisation du Forum. Il les a exhortés à œuvrer davantage dans la recherche de solutions pour la paix et la cohésion sociale au Mali.



Afrique-Sur7.fr



L'avocat de Charles Blé Goudé, Me Claver N'Dri, se déchaîne contre la CPI et réclame des poursuites contre les pro-Ouattara

PINAL

Chronique : Les autodéfenses dogons de dangaténé dans le cercle de koro ont retrouvés cet enfant peulh égaré dans la brousse et ont décidé de l'amener dans son village chez ses parents.

Un beau geste à encourager, cela revient à dire que le retour de la paix est pour bientôt.

De même du côté de la commune de Yoro il y'a une semaine les peuls ont ramenés un enfant dogon rescapé de l'explosion d'une mine à Yoro pour un pacte de paix et de non agression. Et juste avant hier les groupes armés sont venu à guiri près de Yoro en nombre pour concrétiser la paix et le vivre ensemble en jurant sur un pacte de non agression.

Des méthodes de réconciliation endogène fiables émanant de la crise elle même.

Vivement la paix dans tout le Mali...

RFI

Les Aborigènes nés à l'étranger ne pourront pas être expulsés, même s'ils ont commis un crime en #Australie



Un audit de la Confédération africaine de football (CAF), mené par la

société PwC, pointe de nombreuses dérives et de multiples dysfonctionnements au sein de la CAF. Cette affaire n'est qu'une nouvelle crise parmi celles que l'institution basée au Caire traverse depuis huit ans...



URGENT - Coronavirus: le bilan s'élève à plus de 1000 morts en Chine (gouvernement)

Koro kibaru



Koulouba Actu

Tout passager qui ne possède pas sa carte nationale d'identité ou Nina débourse 500 FCFA. Les quittances sont mises de côté et à haute voix l'agent de police dit aux passagers "apprêtez 500 FCFA" pour tous ceux qui n'ont pas de pièces. Ainsi fonctionnent nos polices des frontières.

K

Des individus armés non identifiés ont attaqué le poste de police d'Ayorou il y a quelques instants.

Selon des informations en notre dispositions deux (2) policiers sont morts dans cette attaque menée par des hommes armés aux guidons de six (6) motos. Un véhicule serait dérobé par les assaillants et on compte également des blessés par les éléments de la police en poste.

Elhadj Djimé Kanté

On attend toujours !



Il n'ya pas longtemps, les plus hautes autorités de ce pays, sur la télévision nationale, annonçaient en grande pompe la gratuité des soins pour:

- Les femmes enceintes
- Les personnes âgées à partir de 60 ans
- Les enfants de 0 à 5 ans
- Les démunis (RAMED)

Je peux me tromper mais je pense l'avoir entendu. Vous pouvez rectifié si c'est inexact.

Badjimé

Daouda Hassane Maiga Maiga

Daouda Hassane Maiga Maiga à L'ISLAM AVANT TOUT

Leila Abou-Hariss Ouattara à Le Chemin DU Prophète Mohammed S.A.W

Pourquoi est-il interdit de voler au-dessus de la kaba ??

Et pourquoi il n'y a pas d'aéroport à la Mecque ??

Une information qui pourrait vous faire venir

L'information qui a introduit beaucoup de l'islam

La Kaba surveillance est considérée comme le centre de la terre. Elle est située au milieu de la zone de la terre qui n'a aucun Milan, aucune déviation, entant que centre de la gravité de la terre, elle attire naturellement les envois magnétiques, c'est pourquoi c'est le premier point à recevoir le soleil. C'est pour ces raisons que la kaba surveil-



lance est le centre de la gravité de la terre et est un centre d'attraction et de prévention des rumeurs cosmiques sur la surface de la terre. Une zone vide dans les couches de l'air au-dessus de la Mecque, il est impossible de voler au-dessus de la Mecque. Magnétique, c'est ce qui explique que malgré la quantité d'oiseaux en talon, ils volent autour d'eux et non pas au-dessus, il convient de noter que la kaba de surveillance est la lumière de la terre où une lumière sort de la kaba et traverse l'espace au ciel et on dit que cette lumière arrive et se retrouve auprès de la maison d'Allah le monde dans le ciel. La maison d'Allah est dans le ciel avec la maison d'Allah le péché sur la terre, Si tu as fini la lecture pour l'amour d'Allah, écris (Gloire à Allah)



MALI MALIN



Mali : Soutien aux personnes déplacées : TPA Malivision, apporte sa partition !

Sur initiative de la société "TPA Malivision", le ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté a procédé à la remise de don composé essentiellement de vivres, aux personnes déplacées du district de Bamako. C'était le mercredi 5 février au Centre Mabilé. Un événement présidé par le Secrétaire Général du ministère de la Solidarité et de Lutte contre la Pauvreté Salifou Maïga et du Directeur Général adjoint de "TPA Malivision", Moctar Mariko. Composés essentiellement des sacs de riz, des cartons d'huile et de lait, ces dons ont été reçus par le Secrétaire général du ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, au nom des plus hautes autorités du pays.

Ce geste de solidarité de "TPA Malivision", a été salué à sa juste valeur humaine par les autorités communales et coutumières de la commune VI.

Pour Salifou Maïga, cette remise de la société "TPA Malivision" aux personnes déplacées du district de Bamako est symbolique, mais pleine de signification, car concrétisant ainsi la solidarité agissante envers nos frères et sœurs déplacés.

Selon lui, par ce geste la société "TPA Malivision" contribue inexorablement à apporter assistance aux couches vulnérables se trouvant dans la précarité. « Ce don est le témoignage de la solidarité agissante, valeur essentielle de notre société » a-t-il déclaré.

Avant de terminer il a salué la Direction Générale de la société "TPA

Malivision", pour cet élan de solidarité dont, il affirme que le sens et la portée sont assez significatifs dans le contexte actuel de notre pays.

Quant au Directeur adjoint de la société donatrice, M. Mariko, il a reconnu la vision et l'engagement du département de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté dans la recherche de solutions au déplacement pour cause de crise et l'allègement des souffrances des personnes vulnérables du fait de la crise sécuritaire.

Ensuite, il dira que cette initiative de "TPA Malivision" vise prioritairement à soutenir moralement et matériellement des concitoyens contraints de quitter leur résidence d'antan à cause de la terreur. « Chaque malien, quel que soit son origine et sa provenance doit nourrir l'esprit de solidarité humaine pour vaincre ce mal qui est le terrorisme » a-t-il souligné.

Par Jean Joseph Konaté

Fahad Ag Almahmoud



Toujours d'actualité !



Justice Mali Justice

Je déteste l'acharnement judiciaire et la passion dans le traitement des dossiers judiciaires



Figaro du Mali

Assemblée d'information des enseignants à l'école Mamadou Diarra N2 de Medine Coura pour l'organisation de leur marche du jeudi 13 Février 2020. Il s'agit de l'exécution d'un préavis de grève de 20 jours.



Fati Yattara

Fati Yattara, triste.
Chers enseignants, sachez raison garder. Ces petits qui ne vont plus à l'école sont en proie à tous les dangers.



Felix Akubuenyi

Que voulez-vous entendre d'autre ? Aussi décevant que cela puisse paraître, c'est la réalité du jour. La vérité, c'est que même ceux qui travaillent ne sont pas satisfaits du salaire. Alors, prenons la responsabilité de notre avenir. Le gouvernement seul ne peut pas faire ça pour vous. Si vous travaillez, combinez-le avec une entreprise flexible. Immeri possède une structure testée et un modèle d'affaires pour vous rendre financièrement stable. Je suis dessus. Si vous êtes dedans, faites-le moi savoir, et indiquez votre emplacement, allons au travail.



Amadou Tall

Le président de l'assemblée nationale #mauritanienne interdit le #français (la langue). Les #negromauritaniens réagissent. Pour eux, #arabe et #islam, ça fait deux. Un échantillon de réactions. Kaaw Elimane Bilbassi Touré
Nous sommes certes des Musulmans mais nous ne serons jamais des arabes ou des arabisés. Arrêtez votre hypocrisie en voulant vous réfugier derrière l'Islam pour justifier votre racisme.



Touré Abdoul Karim

Ils sont sortis par milliers pour chasser Soumeylou B Maiga, parce que traité comme l'envoyé spécial de la France pour la promotion de l'homosexualité. Des terroristes massacrent des civils et des militaires, hommes femmes et enfants avec le Coran dans une main et l'arme dans l'autre. Ils ont dit que la meilleure solution c'est de dialoguer avec leurs frères maliens pour sauver un Mali qui n'existe même pas en entier. le coran dans une main et l'arme dans l'autre.



Mamadou Ismaila KONATE
@vieuxmko

#Moutons : Sommes-nous des moutons ? Pourquoi votons-nous pour ceux-là qui nous rendent plus malheureux que heureux ; s'occupent plus d'eux-mêmes que de nous et s'enrichissent plus vite et au détriment du plus grand nombre, oubliant qu'ils sont là pour nous mais pas pour eux !

RFI Afrique

L'Afrique du Sud célèbre les 30 ans de la libération de Nelson Mandela. Le 11 février 1990, après plus de 27 ans passés en prison, dont la plus grande partie sur l'île de Robben Island, le père de la Nation arc-en-ciel défile dans la rue, le poing levé, Winnie Mandela à ses côtés. Quatre ans plus tard, il sera élu président de la République.



Législatives sous haute tension : Madame MAIGA Sina DAMBA lance un appel aux femmes leaders du Mali



Chères sœurs femmes leaders du Mali, je vous interpelle toutes face à ces morts qu'on ne compte plus. Personne n'est épargnée. Civile et militaire, la rage et la haine ont gagné les cœurs. Impossible d'amener à la raison ceux qui tuent tous les jours dans les villes, sur les routes des foires, dans ce qu'on appelle des "camps militaires", dans les villes comme dans les campagnes.

Partout la mort est devenue banale. Les cadres civils et ou militaires et de simples citoyens sont assassinés ! Et comme une anguille, l'ennemi, toujours à moto, disparaît dans la nature après son forfait.

Comment organiser des élections sécurisées dans ce contexte si ce n'est pour livrer à la boucherie ceux qui sont chargés de sécuriser les élections avant, pendant et après le scrutin ? Avec quels moyens l'État compte-t-il sécuriser les élections si depuis 8 ans il n'a pas pu mettre fin à l'insécurité ? Allons-nous regarder nos enfants, nos petits-enfants et nos frères aller à une mort certaine juste pour une mascarade d'élection ? Femmes Leaders du Mali, levons nous !

Politique : Le culte de la personnalité ne démord pas à l'Adema

Au plus haut sommet de la Ruche, les Abeilles n'en finissent pas de jaser contre la persistance de certaines pratiques qui jurent avec leurs traditions. Et pour cause, depuis deux ans, en effet, militants et responsables de l'ancien parti majoritaire ont l'impression que l'image et la personne de leur président surplombe nettement le patrimoine commun et transgressent les valeurs fondatrices de sobriété et de modestie qui caractérisent le Parti de l'Abeille. Une dérive que certaines n'hésitent pas à assimiler à un culte de la personnalité et qu'illustre l'émission massive de calendriers de fin d'année où l'effigie de Tiémoko Sangaré fait ombre aux symboles, emblème et devise de l'Adema.

La pratique suscitait autant de grincements de dents, l'année dernière, mais les hostilités se sont vite estompées après que les militants ont été rassurés que la commande des calendriers s'est faite sur fonds per-

Litige foncier contre le contentieux de l'Etat : Hadi Niangadou touche le but avec un pactole de 6 milliards FCFA



Le vice-président de l'Assemblée nationale et non moins promoteur de Banga Immobilier, Hadi Niangadou, a finalement décroché le sésame au bout de longues années de combat contre le Contentieux de l'Etat. Le ministère des Finances s'est en effet résigné à exécuter une grosse somme qu'il détient depuis près d'une décennie dans le cadre d'un verdict prononcé aux dépens de l'Etat dans un litige foncier qui oppose les deux parties.

Hadi Niangadou devrait bénéficier d'un dédommagement à hauteur de 11 milliards pour expropriation d'une propriété située à Gouvana, mais les autorités ont toujours rechigné à lui verser son dû en se fondant sur les conditions dans lesquelles le domaine lui est revenu. De guerre lasse, le député, qui rempile en Commune II, a fini par accepter une transaction qui ramène le montant à 6 milliards que l'hôtel des Finances s'est définitivement engagé à lui payer. Les modalités de paiement ne sont pas connues, mais la manne arrive à point nommé à un moment où le président du MPM est vigoureusement engagé dans la conquête de sièges parlementaires pour son parti.



sonnel du président. Mais le Pr Tiémoko Sangaré a remis le couvert cette année encore, quitte à heurter des sensibilités en affichant un leadership que pourraient lui contester les potentiels candidats à sa succession au prochain congrès des Abeilles.

Législatives en Commune II : Abba Niaré en liberté pour faire réélire Karim Keïta



Le maire de la Commune II du district de Bamako, Abba Niaré, bénéficie depuis deux semaines de la liberté provisoire dans l'affaire qui l'a conduit en prison. Selon plusieurs sources, cette décision judiciaire cache mal des petits arrangements politiques.

A la surprise générale, le maire Abba Niaré, inculpé et placé en détention à la Maison centrale d'arrêt de Bamako suite à la plainte d'un particulier, a été remis en liberté provisoire. Des sources bien introduites affirment qu'en réalité, cette décision de la justice fait suite à une menace des familles fondatrices (Niaré) d'appeler à voter contre la liste du fils du président de la République, Karim Keïta, député élu dans la commune. La famille aurait informé que le député sortant, Karim Keïta, ne sera jamais réélu si leur fils reste enfermé. C'est ainsi que des manœuvres auraient été entamées pour faire libérer le maire de la Commune II. Aussi, les mêmes sources rapportent que dans le cas d'espèce, le maire ne devrait pas bénéficier de liberté provisoire, car les parties civiles restent opposées à cette demande.

Donc, Abba Niaré devrait rester sous les verrous, en attendant son jugement. Mais, elles précisent qu'il y a la loi et l'esprit de la loi et le reste ne serait qu'une question d'interprétation. Faut-il rappeler que le poids de cette famille est connu de tous dans certaines décisions importantes du pays. Alors, la liberté provisoire d'Abba Niaré n'a pas fini de livrer tous les secrets.

■ Harber MAIGA

Présidence de la République : Blaise Sangaré pressenti au poste de secrétaire général

Le Président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, serait dans une logique de confier le secrétariat général de la présidence à son conseiller spécial et porte-parole, Mamadou Bakary Sangaré dit Blaise.

Fidèle parmi les fidèles du Président IBK, ce n'est pourtant pas cette fidélité qui explique cette promotion inattendue. En effet, le Président de la commission des lois de la législature sortante, Zoumana N'Tji Doumbia, est candidat dans la circonscription électorale de Bougouni, le bastion électoral de Mamadou Bakary Sangaré dit Blaise et son CDS.

Pour refus de recevoir des enseignants volontaires : Un directeur d'école relevé à Kati



Cheick Sidi Siby n'est plus le directeur coordinateur du groupe scolaire de Kati Gare ferroviaire. Il vient d'être relevé par Sidi Diarra, directeur de Cap de Kati. Le péché commis par le désormais ex-directeur coordinateur est d'avoir exprimé au cours d'une réunion avec sa hiérarchie, son refus de recevoir au sein de son établissement des éventuels enseignants volontaires annoncés par le chef du gouvernement. « Il a fait une publication sur les réseaux sociaux pour exprimer ce refus. Ensuite l'instruction a été donnée de le relever », a confié à Maliplume.com, un porte-parole de la synergie des syndicats signataires du 15 octobre 2016. A suivre...

■ Oumar Barou



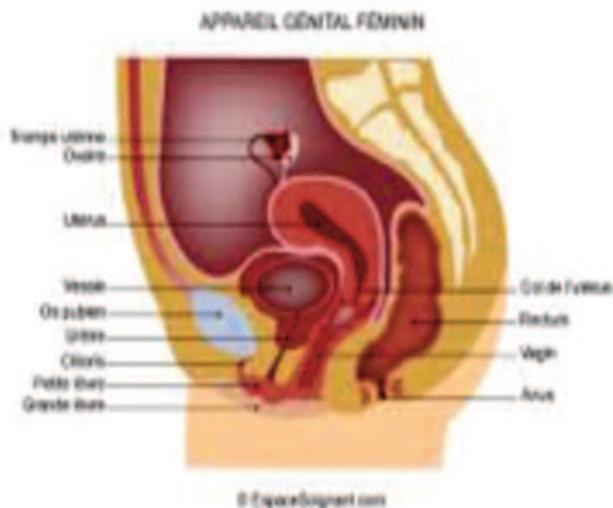
Alors qu'un duel entre Blaise et son ex-secrétaire général est en perspective, IBK, à en croire nos sources, aurait jeté son dévolu sur Blaise pour lui confier une autre mission. C'est dire que le Président de la République compte sur Zoumana N'Tji Doumbia pour conduire son nouveau projet référendaire qui sera déposé sur la table de la 6e législature dès sa rentrée. Pour ce faire, il faut que ce dernier soit d'abord réélu. Et avec un Blaise comme adversaire à Bougouni, le sort du député sortant serait presque scellé. Cette nomination, si elle se concrétise, va ouvrir un boulevard à Zoumana N'Tji en tandem avec Bakary Togola.

Le poste de Secrétaire général de la présidence de la République faisant partie de ses rêves, tout porte à croire que Mogotigui acceptera cette nouvelle offre du chef de l'Etat.

Wait and see

■ Amidou KEITA

Les infections génitales : Un problème de santé publique source de stérilité



En raison du faible accès à l'eau traitée, de nombreuses relations sexuelles non protégées, le manque d'hygiène dans les toilettes publiques, l'utilisation commune de serviette de bain (mère-fille, sœur et sœur), beaucoup de femmes, nos sœurs et nos filles, souffrent des infections génitales à répétition. Ce mal souvent négligé par certaines personnes qui, au lieu de se rendre dans un centre de santé de référence pour en discuter avec un médecin, préfèrent se renfermer sur elles, chose qui peut conduire à d'autres complications.

Les infections génitales peuvent avoir différentes causes et nécessitent une consultation par un médecin avant l'utilisation d'un quelconque médicament par automédication. En prenant des médicaments pour traiter votre infection (sans avis de votre médecin), vous aggravez davantage votre situation et vous rendez plus difficile et plus coûteux votre traitement à la longue.

Selon le docteur Maimouna Diarra, une infection génitale n'a pas de cause précise, elle peut avoir plusieurs origines telles que : l'infection vaginale bactérienne (ex: Chlamydia), l'infection vaginale parasitaire (ex: Trichomonas vaginalis), l'infection vaginale fongique (ex: Candida Albicans) et l'infection vaginale virale (ex: Herpès, HPV) A cet effet, elle a précisé que chaque infection a son traitement spécifique.

Elle a en outre expliqué, "que les infections génitales peuvent se manifester de plusieurs façons, notamment, des douleurs lors des rapports sexuels, des brûlures ou démangeaisons vaginales, Des écoulements (jaunâtre, verdâtre, grisâtre, mousseuse, laiteux etc.), des odeurs vaginales nauséabondes, des boutons sur la vulve ou sur le pénis chez l'homme", a-t-elle-dit. Comme conseils, Dr Maimouna Diarra a précisé « qu'il faut éviter de s'essuyer de l'arrière vers l'avant c'est-à-dire de l'anus vers la vulve pour ne pas ramener les microbes contenus dans les selles vers le vagin, utiliser des préservatifs lors des rapports sexuels avec des partenaires non sûrs (car vous avez le choix entre 5 minutes de plaisir ou une vie entière de détresse) », a-t-elle souligné.

Par ailleurs, elle a précisé « qu'il est important de consulter un médecin lorsque les signes d'infections apparaissent, car mal soignées, certaines

Législatives dans le cercle de Yanfolila : Le ministre Yaya Sangaré impose sa femme



S'achemine-t-on vers une bérézina certaine pour l'alliance RPM-ADEMA dans le cercle de Yanfolila à l'occasion des élections législatives du 29 mars prochain ? On en n'est pas loin, si l'on en croit les indiscretions qui nous parviennent du Wassoulou.

En effet, selon nos informations, les populations de la circonscription électorale de Yanfolila sont dans la logique de faire un vote sanction à l'alliance RPM-ADEMA. La raison ? D'après nos informations, elles désapprouvent totalement le fait que l'ancien député, aujourd'hui ministre de la communication, porte-parole du Gouvernement, Yaya Sangaré, ait imposé sa femme aux autres militants pour le choix du candidat devant porter les couleurs du parti à l'occasion des législatives du 29 mars prochain. Cette décision du ministre Yaya Sangaré risque d'être suicidaire pour le parti de l'Abeille et son allié, le RPM. Car, selon nos sources en provenance du Wassoulou, ce choix porté sur la femme de Yaya Sangaré ne passe pas dans l'opinion locale.

« Le ministre Yaya Sangaré n'a pas pu trouver une autre personne que sa femme pour être le candidat du parti ? Donc, dans tout le Wassoulou, l'ADEMA n'a pas d'autres cadres méritants que la femme de Yaya Sangaré ? Nous allons faire un vote-sanction contre cette liste », fulmine un habitant, visiblement abasourdi par cette nouvelle illustrant parfaitement la théorie du « ma famille d'abord ».

D'après nos informations, l'ancien député n'est pas à son premier coup. Il nous revient qu'à la faveur des élections régionales avortées, le ministre Yaya Sangaré avait également imposé sa femme au détriment des cadres méritants de la Ruche à Yanfolila.

■ Youssouf Bamey

infections peuvent évoluer vers un cancer du col de l'utérus et d'autres vers une stérilité », a-t-elle conseillé.

Hormis le respect de toutes ses mesures préventives, il est important pour tout un chacun de connaître et de comprendre son organisme, c'est le seul crédo pour savoir si l'on souffre d'une infection ou pas.

■ Ibrahim Sanogo

ADP-MALIBA : La guerre entre la jeunesse et la direction du parti

Le parti ADP-Maliba a décidé de se lancer dans la conquête des suffrages des Maliens dans le cadre des élections législatives. Dans l'incertitude et le manque de cohésion, il faut craindre la déculottée.

A l'ADP-Maliba, la sérénité a foutu le camp depuis belle lurette. Une guerre de chiffonniers oppose les responsables de la jeunesse et la direction du parti. Les jeunes n'hésitent point à défier la direction du parti ou à indexer directement le président du parti et le secrétaire général. Tantôt ils reprochent à la direction de violer les textes, tantôt ils l'accusent de vouloir leur imposer des têtes de listes pour les législatives. C'est le cas en Commune I du district de Bamako, où ils parlent de violation des textes au sein du Parti ADP-Maliba au profit de la députée sortante qui serait décriée par les militants et qui bénéficierait du soutien des responsables du parti, en tête le président d'honneur Aliou Boubacar Diallo, le président Youba Ba et le secrétaire général, maitre Abdoulaye Sidibé.

Dans un post sur les réseaux sociaux, certains militants exigent la tenue sans délai d'une conférence de section ou d'une assemblée générale pour désigner le candidat du parti aux législatives de mars et avril en Commune I. Aussi, le post affirme-t-il qu'ils n'accepteront jamais un candidat imposé, ni par affinité ni par convention, contraire aux textes du parti qui constituent le fondement de l'ADP-Maliba.

Le post soutient qu'il est inadmissible que dans un même parti, on autorise certains à organiser leur conférence de section et on refuse à la Commune I d'en faire de même, conformément aux textes du parti.



Appel est fait aux responsables du parti de prendre leurs responsabilités et de rappeler que tous les grands partis politiques ont choisi leurs candidats conformément aux règles et respect de la démocratie et que l'ADP n'a point de raison de faire exception à cette règle.

Plus loin, ils menacent que « tout candidat parachuté, ou imposé sans consultation de la base à travers une assemblée générale ou une conférence de section ne sera jamais accepté par les militants et sympathisants d'ADP de la Commune I ».

Ce même sentiment de frustration est ressenti un peu partout à l'intérieur du pays et précisément en Commune V du district où le président des jeunes, selon plusieurs sources, serait autoproclamé candidat du parti.

Le président d'honneur du parti, Aliou Boubacar Diallo est aussi annoncé candidat dans une alliance improbable à Kayes.

En attendant de voir le comportement du parti à l'issue de ces joutes, ce n'est point la grande sérénité et la raclée n'est pas à exclure.

A suivre !

■ Jean JACQUES

Fête professionnelle de la Russie : Solutions africaines aux problèmes africains

L'ambassadeur de la Russie au Mali, Igor Gronyko, à l'occasion du 218ème anniversaire de l'établissement du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat russe, lundi 10 février 2020, a annoncé devant la presse que son pays considère que le rôle principal dans le règlement de la crise malienne relève des Maliens, d'après le principe « Solutions africaines aux problèmes africains ».

■ ■ Nous soutenons pleinement la mise en œuvre de l'Accord d'Alger. Nous accordons une importance particulière aux efforts des parties maliennes pour le retour de la paix et de la stabilité. L'exécution de l'Accord de paix demeure la seule voie viable pour régler la crise du Mali et jeter les bases de solutions durables pour la paix et la stabilité », a introduit Igor Gronyko.

Selon ses propos, il est essentiel que les Maliens s'assument sur le plan national afin qu'il puisse être exécuté. Pour lui, il est de la plus haute importance que les parties signataires règlent leurs différends par la concertation et reprennent les réunions régulières du Comité de suivi de l'Accord. La nouvelle dégradation de l'état de la sécurité du Mali et dans l'ensemble de la région du Sahel est alarmante, a-t-il regretté.

S'agissant de la situation sécuritaire, il dira que les groupes terroristes gagnent du terrain, tandis que les attaques contre les forces de sécurité nationales et internationales se poursuivent sans relâche. A cet effet, selon lui, la Russie condamne avec la grande fermeté les attentas odieux perpétrés contre les forces nationales, qui ont essuyé de lourdes pertes.

Par conséquent, le diplomate russe profitera pour rendre hommage à toutes les forces nationales et internationales qui continuent de s'acquitter de leurs tâches dans les circonstances les plus difficiles et les plus dangereuses qui soient. Et puis, il rappellera que certaines personnes ont payé le prix ultime dans la quête d'un avenir meilleur pour tous les Maliens. Les forces de sécurité nationales et internationales jouent un rôle crucial au Mali et leur participation reste essentielle, même si une solution militaire ne suffira pas à elle seule à résoudre les problèmes auxquels se heurte le pays, a-t-il témoigné. « **Nous exhortons tous les acteurs à dépasser leurs divergences, à travailler ensemble**



afin de trouver des solutions pour accélérer l'exécution de l'Accord », a insisté l'ambassadeur russe.

Pour la tenue du Dialogue National Inclusif, il a félicité le Gouvernement pour avoir adopté quatre résolutions importantes notamment sur la tenue des élections législatives, le retour de l'administration, de l'armée reconstituée et des services sociaux de base sur l'ensemble du territoire du Mali, sur la révision de la Constitution et sur la relecture de l'Accord de la paix.

A ce titre, il a salué les efforts des parties ma-

liennes pour le retour de l'armée reconstituée sur l'ensemble du territoire national, notamment dans le cadre du déploiement prochain du premier bataillon à Kidal.

En outre, il a apprécié l'intégration de 1 330 ex-combattants des mouvements signataires dans les forces armées nationales ce qui est un résultat encourageant. Leur déploiement sera important pour renforcer les forces armées nationales. Néanmoins, il constituera aussi une mesure concrète vers le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans le nord du pays et ouvrira la voie à une présence plus

marquée de l'administration et de la justice, ce qui sera fondamental pour régler le conflit et combattre le terrorisme, a-t-il déclaré.

Face à cette situation, la Russie demeure préoccupée par la situation dans le centre du Mali, où les activités terroristes continuent d'alimenter les violences intercommunautaires, ce qui pèse lourdement sur la population locale.

Sur le plan international, la diplomatie russe avance traditionnellement les propositions et initiatives visant à contrecarrer l'alimentation du terrorisme dans le domaine idéologique, de ressources humaines matérielles, notamment en armements.

La Russie va renforcer davantage sa coopération avec le Mali dans le domaine économique, militaro-technique, d'enseignement supérieur, ainsi que dans d'autres domaines, a annoncé le diplomate russe.

Au plan multilatéral, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie va continuer à soutenir les initiatives en faveur de la préservation et du maintien de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Mali.

Nous sommes encouragés en particulier par les initiatives de dialogue du Gouvernement, qui ont donné des résultats par la réduction relative des violences intercommunautaires dans le centre du Mali. Compte tenu de la complexité des problèmes et de la nécessité tout aussi grande de trouver des solutions globales, la présence de la MINUSMA au Mali, dira-t-il, reste indispensable et la pertinence de son mandat. La mission continue de jouer un rôle fondamental sur les plans de la politique et de la sécurité. Son appui a été essentiel pour faciliter les progrès accomplis dans l'application des mesures prioritaires énoncées dans la résolution 2480 en 2019. Selon lui, l'Etat russe considère que le rôle principal dans le règlement de la crise malienne relève des Maliens, d'après le principe « **Solutions africaines aux problèmes africains** »

■ Ibrahim Sanogo



Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU :

«Le terrorisme est en train de gagner, ce qui se passe au Burkina, au Mali et au Niger est une tragédie humanitaire avec un impact terrible... »

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Antonio Guterres, a fait le déplacement au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, le dimanche 9 février 2020, pour l'ouverture du 33ème sommet de l'organisation panafricaine. Ledit sommet avait pour thème : « Faire taire les armes : Créer des conditions propices au développement de l'Afrique ». En marge de ce sommet, le secrétaire général de l'ONU a accordé un entretien à RFI et France 24 depuis Addis-Abeba, en Éthiopie. Au cours de cet entretien, Antonio Guterres s'est exprimé sur la crise libyenne et les initiatives pour y mettre fin, mais aussi sur la situation dégradée au Sahel et sur le processus de normalisation au Soudan. «Je crois qu'il faut reconnaître que le

terrorisme est en train de gagner, ce qui se passe au Burkina Faso, au Mali et au Niger est une tragédie humanitaire avec un impact terrible sur les Etats eux-mêmes », a souligné Antonio Guterres.

Sur la situation au Sahel, Antonio Guterres est très alarmant : « Soyons clairs, le dispositif de sécurité qui existe aujourd'hui au Sahel est insuffisant pour faire face à la menace terroriste. Nous avons la Minusma, qui est une force de maintien de la paix, nous avons le G5 Sahel, nous avons l'opération française Barkhane et il y a une présence américaine au Niger. Tout ça, ensemble, est insuffisant. Naturellement, si l'une des parties sort, les difficultés seront encore pires ». Le patron des Nations Unies a fait savoir que le terrorisme

est en train de gagner du terrain. « Je crois qu'il faut reconnaître que le terrorisme est en train de gagner, ce qui se passe au Burkina Faso, au Mali et au Niger est une tragédie humanitaire avec un impact terrible sur les Etats eux-mêmes », a-t-il dit. Selon lui, avec ces actes de terrorisme, il y a un risque réel que la présence de l'Etat soit réduite. « Quand il y a une situation de terrorisme, une situation où la paix n'existe pas, il nous faut une force d'imposition de la paix, une force contre le terrorisme qui doit avoir la capacité militaire suffisante, qui doit avoir un mandat clair du Conseil de sécurité sous chapitre 7 et un financement garanti avec des contributions obligatoires », a déclaré Antonio Guterres. A l'en croire, le terrorisme progresse au Sahel, vers le sud, il y a une liaison avec le lac Tchad. Et d'ajouter qu'il y a des phénomènes de nature terroristes en RDC et au Mozambique. Il reconnaît que, depuis trois ans, cette demande de mandat robuste et de contributions obligatoires n'est pas entendue par les États-Unis de Donald Trump, mais « je continuerai à me battre pour ce que je crois. Mais je crois que

maintenant, les faits démontrent qu'il faut le faire ! ». Le secrétaire général des Nations Unies a l'« espoir » qu'un cessez-le-feu soit signé rapidement en Libye. « On a beaucoup progressé et [...] il y a eu une attitude constructive des deux parties. » Il n'a pas pu être signé ce samedi à Genève en raison de points de blocage : « Il y a encore des questions à régler. Questions sur les problèmes du désarmement des groupes, questions sur les positions finales des deux forces mais je crois qu'il y a au moins un espoir ». Mais le secrétaire général de l'ONU se dit confiant. Côté politique, Antonio Guterres soutient fortement le projet d'un forum de réconciliation inter-libyen que veut organiser l'UA en terres africaines. « Ce forum pourra, si on réussit ce cessez-le-feu, et si les volets de dialogues font des progrès, consolider le processus de paix sérieux en Libye. Pour ça, il faut que les interventions externes se terminent. Pour que le cessez-le-feu soit une réalité, il faut que l'ingérence extérieure ne continue pas à compromettre la capacité des Libyens à trouver des solutions à leurs problèmes ». Est-il prêt à voir lors de

ce forum des kadhafistes comme le propose le président congolais Denis Sassou-Nguesso, à la tête du comité de haut niveau de l'UA sur la Libye ? Sans répondre directement à cette question, il veut que le forum soit le plus inclusif possible : « Je crois que tout le monde doit y être, ça doit être un forum inclusif. Il y a tout un travail à faire pour que chacun soit représenté sans discrimination et sans privilégier n'importe quel groupe. On est à un moment où il faut que la société libyenne puisse se rallier pour être ensemble, pour qu'un futur État libyen soit possible ». Y aura-t-il bientôt un émissaire conjoint UA-ONU sur la Libye ? Le secrétaire général élude la question. « Cette question n'a pas été encore déterminée par le Conseil de sécurité, mais ce qui a été abordé dans nos discussions hier et l'on a trouvé une feuille de route conjointe, c'est la possibilité d'une représentation de l'Union africaine en Libye, qui est à Tunis, il y a la possibilité qu'elle puisse siéger avec la mission des Nations unies », a indiqué Antonio Guterres.

■ Aguibou Sogodogo

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Moussa Mara, président du parti Yéléma : «Le Dialogue national inclusif a tracé des pistes pour le redressement de notre pays»

Dans cette interview, le président du parti Yéléma, Moussa Mara, s'exprime sur des sujets d'actualité comme les récents mouvements de grève des enseignants, la possibilité de dialoguer avec Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa, la situation sécuritaire du pays. L'ancien Premier ministre évoque également la mise en liberté provisoire d'Amadou Aya Sanogo et co-accusés et la lutte contre la corruption.

L'Essor : Depuis plusieurs semaines, les enseignants sont en grève pour réclamer l'application stricte de la loi n° 2018-07 du 16 janvier 2018. Quelles solutions préconisez-vous pour sauver l'année scolaire, au-delà, l'école malienne ?

Moussa Mara : Ce conflit n'aurait pas atteint ce stade si le gouvernement avait été plus réactif à la situation. Les enseignants ont alerté depuis le mois de mai sur cette revendication, il aurait fallu les écouter, discuter et s'entendre avec eux de manière préventive et non attendre le dépôt du préavis de grève. Dans la même veine, je ne pense pas que la menace de recrutement de volontaires soit de nature à apaiser la tension, surtout que ces volontaires ne pourront pas remplacer ceux qui sont en grève. Il n'y a pas d'autre issue à la situation que les négociations. Le gouvernement a reconnu la pertinence des demandes des enseignants. C'est un pas positif qu'il faut faire suivre par un engagement financier plus important que ce qui est annoncé. Cet engagement financier est à faire couvrir par des mesures d'économies. Si on examine le budget d'État au titre de 2020, les possibilités d'économie sont réelles, à commencer par la réduction significative du train de vie des institutions, des voyages, des consommations de produits de luxe... Il faut que l'acte suive la parole quand on parle de difficultés financières. Le premier des actes est de diminuer les dépenses propres aux responsables d'abord et on convaincra plus facilement les enseignants de faire des efforts. Les enseignants sont également des parents d'élèves, il ne faut pas penser qu'ils sont heureux d'aller en grève.

De manière générale, la situation de notre école est préoccupante et nécessite à elle seule une



conférence nationale et même un referendum ! L'éducation est un projet de société qui va au-delà des seuls acteurs de l'école. Nous devons prendre en compte notre démographie, identifier ce que nous voulons que nos enfants soient en tant que citoyens et quelles compétences nous souhaitons qu'ils aient dans 10, 20 ou 50 ans. Compte tenu de nos moyens et de la si-

tuation du pays, nous définirons ensuite la vision, les objectifs, les moyens et les efforts que chaque citoyen doit fournir pour y arriver, en commençant par les leaders.

L'Essor : Le Haut représentant du président de la République pour les Régions du Centre, Pr Dioncounda Traoré, a ré-

comment confié avoir envoyé des émissaires pour rencontrer Iyad Ag Ghali et Hamadoun Kouffa, en vue de dialoguer avec eux. Quelle appréciation faites-vous de cette annonce ?

Moussa Mara : Le Haut représentant essaie de mettre en œuvre un sentiment très majoritaire dans notre pays qui s'est d'ailleurs traduit par des recommandations fortes lors du Dialogue national inclusif (DNI), aussi bien en mode décentralisé qu'au niveau central. Si la démocratie veut dire prendre en compte l'avis de la majorité du peuple, il est en droite ligne de cette règle. Maintenant, il convient d'attendre et de suivre les résultats des premiers contacts et les pistes de discussions éventuelles avec les groupes terroristes. Personnellement, je suis très réservé quant à l'efficacité de ces négociations, car je crains que les attentes potentiellement exprimées par ces groupes ne soient incompatibles avec les fondements d'un État laïc et d'une société tolérante et ouverte aux autres comme l'est la société malienne dans sa diversité. On verra bien la suite.

L'Essor : Quel commentaire faites-vous de la récente mise en liberté provisoire d'Amadou Aya Sanogo et co-accusés ?

Moussa Mara : Si j'en crois ce que le Procureur a indiqué, il s'agit d'une décision motivée par le droit et uniquement par le droit. Il faut traiter ce dossier conformément à la loi et uniquement cela, préserver la présomption d'innocence tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas d'impunité. C'est pourquoi, il faut organiser rapidement un procès afin que les parents des victimes soient fixés sur ce qui s'est réellement passé.

L'Essor : Les conclusions du Sommet de Pau, tenu il y a quelques semaines entre les présidents du G5 Sahel et leur homologue français, ainsi que la reprise des travaux du Comité de suivi de l'Accord (CSA) sont-elles, selon vous, des signaux positifs pour améliorer la situation sécuritaire ?

Moussa Mara : Le Sommet de Pau a abouti à des décisions qui contribueront, si elles sont mises en œuvre totalement et avec détermination par les parties sahélienne et française, à

réduire la menace terroriste. Une de ses conclusions est la coordination forte entre les forces armées françaises et sahéliennes. Cette coordination recouvrira par exemple une connexion forte qui nous permettra de requérir la couverture aérienne française en cas d'attaque de nos positions, comme cela a été malheureusement le cas à Sokolo récemment ; avec une réactivité d'une heure au maximum permettant de repousser les attaques et de causer des dommages aux groupes terroristes. L'un des moments les plus propices pour frapper les groupes terroristes, c'est quand ils attaquent nos positions car en ce moment, ils sont concentrés et emploient de gros moyens avant de les disperser après ces offensives. Si les décisions de Pau sont effectivement suivies, les groupes terroristes hésiteront à s'attaquer à nos positions et la peur pourra progressivement changer de camp.

Pour le Comité de suivi, il s'agit enfin d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de paix. Cela est à la fois simple et compliqué, car il dépend presque entièrement des parties maliennes dont certaines sont d'une mauvaise foi extrême. Espérons donc que rapidement, on voit les fruits de la mise en œuvre de l'accord, notamment pour les populations maliennes.

L'Essor : Estimez-vous que la solution à la grave crise qui secoue notre pays depuis 2012 passera par la mise en œuvre des conclusions du Dialogue national inclusif au nombre desquelles figure l'organisation prochaine des élections législatives ?

Moussa Mara : Le Dialogue national inclusif, bien qu'organisé de manière imparfaite, a permis de faire sortir des pistes importantes pour redresser durablement notre pays. Les quatre résolutions, la centaine de recommandations

et les milliers de suggestions faites sur les plateformes électroniques constituent des outils utiles pour le renouveau malien. Cependant, leur mise en œuvre efficace et durable, requiert forcément des conditions politiques et sociales qui ne sont pas réunies aujourd'hui. La division socio-politique actuelle au Mali est telle qu'il sera quasiment impossible d'engager des réformes de fond et même de conduire des initiatives consensuelles comme l'organisation des élections législatives, locales, régionales... Il existe une grande défiance entre les acteurs politiques et sociaux. C'est peut-être sur cela qu'il convient de travailler au préalable. Souhaitons aux autorités d'avoir la clairvoyance nécessaire pour savoir aborder les problèmes dans le bon ordre et avec la bonne manière.

L'Essor : Ces derniers temps, plusieurs actions ont été menées sur le terrain de la lutte contre la corruption. Quelle lecture en faites-vous et quelles solutions proposez-vous pour lutter contre ce fléau qui gangrène l'économie nationale ?

Moussa Mara : La corruption ne gangrène pas seulement l'économie nationale, elle déchire notre tissu social et constitue le mal le plus grave au Mali. Je l'ai dit par le passé, la corruption est plus grave pour le Mali que la question du Nord et le terrorisme. Ceux qui détournent l'argent public font plus de mal au Mali que les groupes terroristes. Quand on commence à lutter sérieusement contre ce mal, cela constitue un motif d'espoir. Mais ça ne fait que commencer, attendons de voir les premiers grands procès et que des responsables importants soient sanctionnés ! Les Maliens commenceront ainsi à avoir confiance et de nouveaux espoirs seront permis pour notre pays.

■ **Propos recueillis par Massa SIDIBÉ**

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Forum international des collectivités locales : Les élus français d'origine malienne contribuent à la paix

Selon Joël Meyer (3è à partir de la droite), la France entretient le plus de partenariats avec le Mali après l'Allemagne. Le Centre international de conférences de Bamako (CICB) a abrité vendredi, le forum international des collectivités locales. La cérémonie d'ouverture était présidée par Boubacar Alpha Bah, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, représentant le Premier ministre. Ce forum a été organisé par la Coordination des élus français d'origine malienne (Cefom) en partenariat avec le groupe d'amitié France-Mali à l'Assemblée nationale française. La présidente de la Cefom a, dans son intervention, précisé que son organisation est composée d'élus français d'origine malienne fortement engagés à contribuer au développement socio-économique, à la promotion culturelle et la paix. Sokona Niakhaté a cité quelques actions déjà menées comme l'organisation d'un séminaire de la diaspora malienne pour la paix

et le développement du Mali, la contribution à l'élaboration d'un document cadre pour la paix et la reconstruction du Mali, l'organisation de nombreuses activités à l'effet de consolider la mobilisation autour de la problématique du Mali, etc.

Pour le président du groupe d'amitié France-Mali à l'Assemblée nationale française, Nicolas Demoulin, la vocation d'un tel groupe est de renforcer les liens entre les deux pays dans des domaines aussi variés que le développement économique, la culture, le sport, l'éducation, la justice sociale, etc. Le rétablissement de la sécurité, a-t-il noté, ne doit pas attendre. Nicolas Demoulin a aussi fait savoir que l'effort de soutien militaire de la communauté internationale et les moyens donnés aux Forces de défense maliennes doivent se renforcer, car elles seules peuvent assurer durablement la sécurité et prendre le relais des forces étrangères.

De son côté, l'ambassadeur de France au Mali

a rappelé que son pays accompagne le processus de décentralisation au Mali à travers de nombreux projets. Selon Joël Meyer, le Mali est l'un des premiers pays avec lequel la France entretient le plus grand nombre de partenariats après l'Allemagne.

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a souligné que cet événement est de la trame de ceux qui font office de trait d'union entre le Mali et la France et qui magnifient la solidarité face aux défis actuels, la coresponsabilité, la complémentarité et la synergie dans l'action commune. Pour le ministre Bah, les soldats maliens et français qui meurent sont camarades dans une même guerre contre l'obscurantisme et la barbarie. Saluant les efforts de la Cefom pour le Mali, Boubacar Alpha Bah a affirmé que si elle n'existait pas, il aurait fallu la créer.

Cette rencontre a été marquée par des table rondes sur les enjeux et conséquences des conflits actuels dans le Sahel ; le rôle des femmes et des jeunes dans le développement et l'éducation à la culture de paix ; la promotion de la bonne gouvernance et de la culture de la paix dans les actions publiques. Elle a été précédée par un dépôt de gerbes de fleurs à l'ambassade de France et à Kati pour les soldats des deux pays tombés pour la liberté et d'un kilomètre de course pour la paix.

■ **Cheick M. TRAORÉ**



Organisation des prochaines législatives nonobstant la persistance de la crise sécuritaire : Dr Aboubacar Sidiki Fomba estime que la pratique politique au Mali brise l'espoir du peuple

Dans une de ses séries de réflexions sur la crise multidimensionnelle qui secoue notre pays depuis 2012, le président de l'Alliance démocratique du peuple malien (Adepm), Dr Aboubacar Sidiki Fomba, s'est penché sur l'évolution de la situation politique de notre pays qui reste malheureusement très tendue surtout avec la convocation du collège électoral pour l'élection des députés au titre de la 6ème législature.

À l'entame, il dira que le Mali a besoin de se reconstruire et cela ne passe pas forcément par un montage juridique pour installer une Assemblée nationale bricolée de toute pièce surtout dans un pays plongé dans une guerre pour le moment sans issue.

Et de poursuivre que la pratique politique au Mali brise l'espoir du peuple. En effet, dit-il, malgré l'insécurité grandissante ayant occasionné plus 300 000 personnes déplacées dont 108 000 personnes réfugiées, les attaques presque quotidiennes faisant des morts parmi la population civile et militaires, le gouvernement s'entête à organiser les élections législatives et les partis politiques qui y participent pour ne pas perdre le financement public. Ce, malgré la violation de la Constitution et la caducité de la loi portant élection des députés.

À le croire, nonobstant plusieurs irrégularités relevées dans le fichier électoral et l'impossibilité d'organiser la révision des listes électorales en tenant compte des spécificités géographiques des nouvelles régions ainsi que la nécessité de la modification de la loi organique pour l'élection des députés en introduisant les réformes électorales majeures, le gouvernement compte tenir des échéances à la date indiquée.

De sa lecture, l'enjeu principal de ces élections législatives devrait être l'alternance politique au niveau de l'institution parlementaire. Et



d'ajouter que les conditions actuelles ne permettront pas cette alternance politique, car les Maliens vont assister malheureusement au maintien de la prédation politique. « L'organisation de ces élections législatives ne permettra pas à notre pays d'avoir une Assemblée nationale représentative et légitime. Celle-ci prouve à suffisance que la question d'idéologie politique au Mali n'est pas une réalité et que notre pays a encore du chemin à faire », a-t-il martelé.

En lieu et place de l'organisation d'élections législatives, il a proposé la dissolution pure et simple de l'Assemblée nationale afin mettre fin à la prorogation du mandat des députés et permettre au gouvernement de légiférer par ordon-

nance qui est constitutionnellement avantageux.

Evoquant les avantages liés au fait de légiférer par ordonnance, il a laissé entendre qu'il n'y aura pas de réformes institutionnelles lorsque le gouvernement légifère par ordonnance. Aussi, cela permettra entre autres de mobiliser ailleurs les ressources allouées à l'Assemblée nationale, de faciliter la lutte contre la corruption parce que des députés cités dans les différents dossiers pendants devant les tribunaux ne seront plus protégés par l'immunité parlementaire...

■ Mama PAGA

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Inauguration du Plateau "Haut De Marche": Orange-Mali innove

La cérémonie de lancement officiel du service client destiné aux clients premiums d'Orange Mali s'est tenue le 11 février 2020. Une cérémonie au cours de laquelle, le nouveau service a été présenté au public.

Dans le cadre de l'amélioration continue des dispositifs d'accompagnement des clients, Orange-Mali a mis en place un service client dédié aux clients Premium des catégories Gold et Platinum qui représentent à eux seuls 5 % de son chiffre d'Affaires : Un service sur mesure pour une prise en charge optimale. Au-delà de l'aspect réglementaire, le service client est le socle de la fidélisation des clients en général et particulièrement ceux à forte consommation qui attendent d'être reconnus et de bénéficier d'un traitement privilégié à la hauteur de leur statut.

Le maire de la Commune IV a remercié la société Orange-Mali pour son appui constant. Lequel appui aurait permis d'offrir un meilleur cadre de vie aux Maliens. Pour lui, la société Orange Mali a toujours mis la satisfaction des clients au centre de ses préoccupations. Pour Mme Sissoko Djénéba Diawara, représentant le directeur des services clients, au-delà de l'aspect règlement, la relation client demeure le socle de la fidélisation. Dans une dynamique de fidélisation et de différenciation,

Orange Mali compte offrir à travers ce nouveau plateau dédié aux Premiums, une relation client pleine d'attention et de reconnaissance, qui adopte les codes spécifiques comme l'exclusivité et la personnalisation. « **C'est aussi l'occasion pour nous de démontrer nos valeurs autour de l'expérience et de la satisfaction clients. En effet l'expérience client est au cœur de la stratégie d'Orange Mali et nous mettons tout en œuvre au quotidien pour offrir la meilleure qualité de service client qui demeure le premier canal d'interaction avec en moyenne près de 25 mille interactions par jour (tous canaux confondus). La mise en place de ce service s'inscrit dans la continuité de notre programme de fidélité qui reconnaît et récompense les clients pour leurs fidélités. Il s'agit là d'une première au Mali, en tout cas dans le domaine de la téléphonie et nous enregistrons aujourd'hui des taux record de satisfaction par rapport aux niveaux standards sur le périmètre** », a-t-elle dit.

« Le numéro d'accès ne change pas, il demeure le 7400. Les clients sont identifiés de manière dynamique et sont intelligemment routés vers leurs conseillers dédiés. Pour rendre possible cette ambition, une trentaine de ressources, je dirais les meilleurs dans leur domaine respectif, ont été sélectionnés pour répondre aux sollicitations des clients avec rigueur et professionnalisme. Cette équipe n'a qu'un seul objectif : émerveiller les clients à chaque interaction. Tout ceci renforce la volonté d'Orange Mali, d'offrir à ses clients, la meilleure expérience avec son service client qui se classe aujourd'hui parmi les meilleurs de la sous-région », a-t-elle précisé.

Selon le directeur général d'Orange Mali, Brelotte Ba, Orange est présent dans 18 pays en Afrique et au Moyen Orient et compte 125 millions de clients. Avec 5,2 milliards de chiffre d'affaires en 2018, cette zone est une priorité stratégique pour le groupe. Orange money, son offre de transfert d'argent et de service financiers sur le mobile disponible dans 17 pays compte 45 millions de clients. « **Ainsi, c'est l'occasion pour Orange Mali de démontrer à ces clients qu'ils ont une raison de rester Orange, qu'ils ne se sentiront mieux nulle part ailleurs, leur offrir une expérience incomparable à chaque fois qu'ils nous sollicitent** », a-t-il dit.

La coupure du ruban symbolique et la visite des installations ont mis fin à cette cérémonie.

■ Ibrahim Sanogo



Sénégal : Karim Wade, l'ennemi identifié par la Crei*



Karim Wade, l'ennemi identifié par la Crei (Cour de Répression de l'Ennemi Identifié). Sans doute, son dossier judiciaire hante le sommeil du maquisard en chef car s'impose inéluctablement la révision, oui, révision du procès Karim Wade qui va certainement défrayer la chronique au Sénégal. Depuis le début du feuilleton politico-judiciaire jusqu'au moment où on parle, l'État du Sénégal a eu du mal à convaincre l'opinion nationale et internationale.

Macky avoue sa peur bleue à l'endroit de Karim Wade, son empêchement de tourner en rond. Pourquoi? De quoi Macky a-t-il peur ?

La Crei et la peur bleue de Macky

Le procès de l'ancien ministre du pouvoir sortant de 2012, celui où le Pr Macky Sall nouvellement élu a créé une véritable cacophonie au plus haut sommet de l'État du Sénégal. Des organisations des droits de l'homme ont eu à dénoncer cette juridiction d'exception et aux ordres exclusifs de Macky Sall, élu en mars 2012 : la Raddho, Amnesty international, etc. ont toutes unanimement déploré la démarche de cette Cour, la Crei, remise sur pied par Macky Sall.

Ce dernier, à peine élu, a mis en place un dispositif judiciaire et politique dit « traque des biens mal acquis » par le biais d'une cour d'exception, la Cour de Répression de l'Enrichissement

illicite, violant le Droit et les Conventions Internationales.

Cette cour fut créée et dissoute par Abdou Diouf en son temps. Son successeur Wade ne l'a jamais utilisée donc.

Macky l'a réactivée à la stupéfaction générale. Cette cour reçut l'instruction d'engager des poursuites contre vingt-cinq (25) personnes dont les noms figuraient sur une liste officielle que le Procureur d'alors de cette Cour, avait égratignée devant la presse nationale et internationale au cours d'une conférence de presse aux allures d'une grande messe ou kermesse en pleine rue.

Sur cette liste de vingt-cinq (25) anciens dirigeants ou membres du gouvernement du pouvoir précédent, seules trois (3) personnes ont fait l'objet de poursuites judiciaires et seul Monsieur Karim Wade a été arrêté.

Karim Wade est le fils de l'ancien Président de la République Abdoulaye WADE et, pour cette raison, certains ont parlé de " délit de fils de Président de la République".

Karim, Macky et l'enrichissement illicite

En vérité, Karim a été victime de sa popularité qui en fait un challenger sérieux de Macky Sall aux prochaines échéances électorales. Pour cette raison, Macky Sall, qui ne se souciait que de sa réélection en 2019, a donc dé-

cidé d'éliminer Karim de la course à tout prix, notamment en le faisant condamner par son tribunal politique à une peine privative des droits civiques.

Pourtant, Monsieur Karim Wade a fait l'objet de plusieurs enquêtes et vérifications par l'Inspection Générale d'État (IGE) et de la Cour des Comptes qui sont les corps de contrôle assermentés et agissant sous l'autorité directe du Président de la République et aucun de leurs rapports ne remet en cause la gestion de Monsieur Karim Wade dans le cadre de ses fonctions ministérielles. Il a été blanchi de toute mal gouvernance par les rapports d'audits.

Il est important de préciser l'objet des poursuites contre Karim Wade. Il ne s'agissait pas de détournement de deniers publics.

Le délit spécial qui est créé par le nouveau pouvoir au Sénégal est dit "enrichissement illicite" est le fait de posséder, selon la CREI, un patrimoine jugé trop important par rapport aux revenus normaux connus du citoyen.

Ainsi, dans les faits, le Procureur Spécial de la Crei peut déclarer n'importe qui "soupçonné d'enrichissement illicite", lancer une enquête de gendarmerie, mettre la personne en état d'arrestation, la jeter en prison et la traduire devant la cour pour la faire condamner sans appel.

Le pire, c'est que cette cour d'exception accuse sans preuve et c'est à l'accusé de prouver son innocence.

Cette pratique du renversement de la charge de la preuve en matière pénale est prohibée dans toutes les démocraties et dénoncée dans tous les traités et conventions internationales sur les droits de l'homme que l'État du Sénégal s'est engagé sans réserve.

Karim Wade condamné, sans preuve

Ce système qui instaure une bataille à armes inégales entre l'accusation et la défense est un instrument redoutable pour écraser un opposant.

Le Procureur accusa Karim Wade sur la base de ses renseignements et de ses propres enquêtes et lui attribua un patrimoine colossal qui dépassait l'entendement et qui n'appartenait pas à l'ancien ministre mais bien à d'autres personnes, chose que Karim Wade prouva dans la réponse à la mise en demeure.

En effet, la Crei mis au nom de Karim Wade le patrimoine d'autres personnes telles Bibo Bourgi, gérant de la fortune richissime et célèbre famille libanaise établie au Sénégal, Pape Mamadou Pouye, Samba Diassé, hommes d'affaires détenant leurs propres sociétés.

Karim Wade a donc été condamné, sans preuve aucune, sur la base de ces accusations ridiculement erronées.

Les accusations à son encontre ont été de près de 700 milliards FCFA avant de retomber, six mois plus tard, à 117 milliards qui comprennent les 64 milliards du patrimoine de Bibo Bourgi et les 47 milliards d'un compte fantôme créé de toutes pièces, sans aucune trace d'existence, par l'accusation à Singapour ! La condamnation eut lieu sur ces bases mensongères.

Le Pds exige une révision de ce procès injuste

En fait, le patrimoine réel de Karim WADE est d'environ de 2.398.502.198 Francs CFA, soit 3.656.493,03 Euros ainsi décomposé :

- Du solde créditeur à la banque Julius Baer de Monaco : 1.300.000.000 FCFA soit 1.981.837,22 Euros (Président Wade).
- Du solde du compte créditeur à la SGBS Madeleine : 48.169.323 FCFA soit 73.433,66 Euros
- Du contrat d'assurance SOGELIFE : 421.461.500 FCFA soit 642.513, 91 Euros
- De l'appartement sis à la Rue de la Faisanderie Paris : 245.871.375 FCFA soit 374.828, 49 Euros
- De la maison SICAP Rue 10 : 120.000.000 FCFA soit 182.938,82 Euros (domestiques à la retraite)
- Des véhicules : 263.000.000 FCFA soit 400.940, 92 Euros

Ce patrimoine est largement justifié par ses revenus car Karim Wade a eu une carrière professionnelle intense bien avant l'arrivée de son père au pouvoir.

Le maquisard est prêt à tout pour se maintenir au pouvoir mais le Pds est plus que jamais déterminé à aller jusqu'au bout contre son pouvoir abusif en exigeant une révision de ce procès injuste.

■ **Oulimata Kane**

Addis-Abeba : Les trois points à retenir du 33e sommet de l'Union africaine

C'est désormais l'Afrique du Sud de Cyril Ramaphosa qui dirige l'organisation continentale pour un an, succédant à l'Égyptien al-Sissi. Retour sur les trois temps forts du sommet. Tout d'abord, les premiers mots de Cyril Ramaphosa à la tribune : « Nous allons concentrer notre travail sur la résolution des conflits ». Le président sud-africain annonce deux sommets au mois de mai à Pretoria. Le premier sur la sécurité, le second sur la zone de libre-échange continentale.

Autre temps fort, la colère de Moussa Faki Mahamat, le président de la commission, sur l'absence de solidarité des pays africains envers les États menacés d'effondrement sous les coups des jihadistes. « C'est déconcertant », a-t-il lancé aux chefs d'État présents devant lui. Troisième moment important : Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies, déclare à Addis Abeba son soutien à l'initiative africaine sur la Libye. L'idée d'organiser un grand forum de réconciliation fait son chemin. Entretien exclusif avec Antonio Guterres

En revanche, les questions de droits de l'homme et de démocratie ont été à peine évoquées, pour ne pas dire passées sous le tapis. La question du troisième ou du quatrième mandat est pourtant au cœur de plusieurs élections présidentielles en 2020.

Pas d'avancées sur le Soudan du Sud, la pression monte

Les positions restent figées alors que la date butoir du 22 février pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale approche à grands pas. Le bloc régional Igad a prévenu :

pas question d'un troisième report de cette limite. Il devrait donc voir le jour dans onze jours à Juba. C'est en tout cas le souhait de l'organisation sous-régionale mais aussi du président Salva Kiir.

« Nous mettrons en place ce gouvernement avec ou sans Riek Machar », affirme l'ambassadeur sud-soudanais à Addis-Abeba.

L'opposant principal, lui, voudrait d'abord régler la principale pomme de discorde : le nombre d'États régionaux et leurs frontières. En jeu : le contrôle du territoire, des ressources donc et la perspective d'élections en mars 2022. Personne ne nous dira combien d'États doit avoir le Soudan du Sud, nous sommes souverains », réplique l'ambassadeur James Morgan. Pour lui le sujet est clos alors que pour le porte-parole du SPLM-IO de Riek Machar, pas du tout.

Plusieurs sources affirment que l'Igad a fait une proposition. Le gouvernement actuel à jusqu'au samedi prochain pour y répondre.

À Addis-Abeba, les deux leaders ont vu le président de l'UA, Cyril Ramaphosa.

Ils se sont aussi retrouvés face-à-face, en compagnie du président de l'Igad, Adballah Hamdok et de l'Ougandais Yoweri Museveni.

« Ils peuvent se rencontrer tant qu'ils veulent, l'important désormais est que chacun accepte de faire des concessions », se lamente un observateur. Rien ne semble l'indiquer. La communauté internationale cache de moins en moins son agacement. Le médiateur sud-africain est rentré très fâché de Juba vendredi dernier, selon une source bien informée.



Football : Signature de nouveau partenariat entre la Fémafoot et Sport Team



La fédération malienne de football vient de signer un nouvel accord de partenariat avec Sport Team pour donner plus de visibilité au football afin d'attirer les ressources vers la discipline.

À un moment où le sport est hyper-médiatisé et génère beaucoup de ressources, le football se trouve dans une position de choix pour attirer les investisseurs dans le pays. Mais pour ce faire, il faut savoir vendre son produit à l'in-

térieur comme à l'extérieur. Et le nouveau bureau exécutif de la Fémafoot, dirigé par Mamoutou Touré, semble avoir bien compris. Ainsi, après la signature d'un contrat avec le groupe de média Renouveau, il y a quelques jours, pour la diffusion des matchs du championnat national à la télé, l'équipe de Bavieux a signé un autre partenariat, le jeudi 06 février 2020, au siège de la fédération, avec l'agence de marketing sportif et de communication « Sport Team ».

À la cérémonie de signature de ce contrat de trois ans, le président Touré n'a pas caché toute sa joie et satisfaction de pouvoir signer, en l'espace de quelques jours, deux partenariats aussi importants. Pour lui, le choix de ce groupe s'explique par la volonté de son bureau de privilégier les partenariats locaux avant de s'exporter hors des frontières.

De son côté, le DG de Sport Team, M. Racine Thiam, se fait un défi d'honorer cette confiance placée en son agence car, dit-il, ce n'est pas une chose évidente au Mali, il faut des fois qu'on fasse confiance à la compétence nationale dans ce genre de partenariat.

■ S. Guindo, stagiaire

Découverte : Moustapha Diarra Sangaré, le rêve d'un Aiglounet !



À l'instar du FC Barcelone, l'Académie de l'Espanyol compte également plusieurs footballeurs d'origine malienne. Évoluant au poste d'attaquant, Moustapha Diarra Sangaré, est l'un de ces jeunes prometteurs de cette formation catalane.

Très technique et efficace devant les buts, le jeune Moustapha Diarra Sangaré, s'est illustré plusieurs fois cette saison avec les Alevín B

de l'Espanyol Barcelone, dans le championnat des U12 de Catalogne et sur le plan national. Promu à un bel avenir, ce gamin rêve de continuer tranquillement sa progression et de signer dans les prochaines années son premier contrat professionnel au sein de cette formation catalane. D'ailleurs, il n'est pas le seul

jeune joueur d'origine malienne, à avoir cette même ambition de devenir pro. Car, Ali Traoré (8 ans), évolue également dans cette même Académie de l'Espanyol Barcelone avec les Benjamin A U10.

■ Mamadou BÂ



Bélier (21 mars - 19 avril)

Jupiter boostera vos ambitions. Au carré de votre signe, ce sera une position mitigée pour quelqu'un comme vous qui souhaitera à tout prix prendre la place de leader. Vous serez confronté à des blocages qui vous inviteront à revoir votre copie.

Uranus, l'impulsif, dans votre maison II, et Vénus dans votre signe, vous pousseront à la dépense. Il s'agira d'assurer un train de vie conforme à vos exigences ou, si vous êtes branché business, il sera question d'investissement. Soyez fort en calcul.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Du changement est voulu. Vous espérez prendre une nouvelle fonction. Faites des démarches et vérifiez les contrats. Attendez un peu avant de signer. Votre impulsivité pourrait causer un faux pas ! Écoutez les conseils de collaborateurs. Ils sont positifs.

Pour ne pas déborder de votre budget, vous devez faire la part des choses. Il y a un risque de dépenses. Des articles de sport et des accessoires pour votre véhicule sont possibles. Pensez à vérifier les tarifs. Ne négligez pas la comparaison des prix !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

En revenant dans votre zone d'ombre professionnelle, l'astéroïde Chiron pourra marquer un faux départ. Situation excessivement gênante, surtout si vous venez juste d'être embauché ! Ces difficultés pourront vous faire perdre votre sang-froid...

Durant le transit de Vénus, votre banquier ne fera pas preuve de souplesse. En effet, ami Gémeaux, il verra d'un très mauvais œil les découverts ou les demandes qui iront dans ce sens. Si vous passez outre, ce sera à vous d'en payer la note !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une tonne de travail vous attend, ça vous démotive. Vous préféreriez vous détendre devant votre télévision plutôt que de vous tuer à la tâche. La motivation n'est pas à l'ordre du jour, pourtant vous n'avez pas le choix, il faut vous y mettre.

Vous cherchez en vain à joindre une personne qui vous doit de l'argent. Il semble que cette dernière n'ait nullement envie de répondre à vos nombreux appels. Vous vous jurez que c'est la dernière fois que vous aidez quelqu'un financièrement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Malgré quelques petits inconvénients au niveau de l'organisation du travail et du suivi de certains dossiers un peu compliqués, vous mènerez votre activité professionnelle tambour battant. Vous ne vous laisserez pas abattre à la première contrariété !

Vous hésitez tant sur certaines dépenses, que finalement vous ne ferez aucuns frais, même si certains auront un caractère d'urgence. Vous aurez envie de prendre votre temps, afin d'examiner les différents devis pour éviter de vous faire avoir.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les échanges avec votre chef donnent une ouverture ! Sans être prêt, vous avez des chances d'avoir un tremplin ! Un coup de piston peut vous aider à accélérer un changement. Il faut réfléchir très vite. Recueillez l'avis d'un collègue de confiance !

Généreux, vous aimez faire plaisir. C'est difficile de ne pas craquer sur des articles. Vous pourriez acheter un cadeau à un proche. La relation à l'argent apporte la sérénité. Vous aimez vivre sans vous priver ! Attention toutefois aux pulsions d'achats !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez des revendications à formuler, une position à défendre, ou un désaccord à gérer avec vos collègues ou avec votre direction, vous pourrez compter sur le soutien de Jupiter. En effet, aujourd'hui, cette planète vous épaulera à 200 %.

Avec Pluton, dans le rôle de l'expert-comptable, vous suivrez activement ce qui se passe sur vos comptes. Dès que vous constaterez la moindre dérive financière, vous interviendrez tout de suite. Tout dérapage sera corrigé dans l'heure qui suit...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre positive attitude fait avancer vos projets professionnels. Aujourd'hui, vous ne lâchez rien, vous êtes motivé, seulement une petite ombre au tableau vient freiner vos ambitions, ça ne semble pas vous plaire. Relâchez la pression !

Vos finances ont connu meilleure santé, mais vous ne vous inquiétez pas plus que ça. Vous avez des efforts à faire, des dépenses à freiner, cependant vous êtes prêt à faire de votre mieux pour conserver un niveau financier positif, c'est déjà bien.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous préserverez vos acquis non sans vouloir partir à la conquête de nouveaux projets, ce qui augurera d'une journée chargée et d'une difficulté à trouver votre équilibre. Vous donnerez un gros coup de collier, mais cela ne sera pas suffisant.

Vous serez encore fortement préoccupé par l'appui financier que vous cherchez. Vous obtiendrez finalement satisfaction, mais vous devrez toutefois apporter en contrepartie des garanties plus importantes que celles initialement prévues et demandées.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Les activités actuelles ne vous plaisent pas trop. Neptune en Poissons vous fait réfléchir. Voir si l'herbe est plus verte ailleurs vous tente ! Suivez les pistes que des collègues vous proposent. Ne vous précipitez pas sur les premières pistes.

Il faut encore faire des économies. Ne vous précipitez pas sur des achats qui compensent. La frustration entraîne des frais. Il est possible que vous ayez envie de vous faire plaisir. Renouveler la garde-robe est envisagé. Restez assez raisonnable !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Quelle que soit votre ancienneté, vous aurez du mal à accepter qu'une personne nouvellement embauchée puisse bénéficier des mêmes avantages que vous. Vous trouverez cela anormal et ne vous empêcherez pas de le faire savoir. Ami Verseau, calmez-vous !

Si vous devez acheter très prochainement un véhicule d'occasion, attention à certains vices cachés... Escroquerie bancaire, voiture volée et maquillée, vous devrez multiplier les renseignements sur le vendeur et vous assurer de son identité !



Poisson (19 février - 21 mars)

Déplacements, rendez-vous imprévus, aujourd'hui vous n'avez pas le temps de vous ennuyer, cher Poissons. Votre planning est chargé, pas de place pour le repos, même pas à l'heure du déjeuner. La bonne nouvelle, c'est que vous faites du bon travail.

Vous envisagez de faire une demande de crédit, vous avez un achat important à faire, vous n'avez pas d'autres solutions que d'emprunter de l'argent à un organisme de crédit. Pensez à vérifier le taux de remboursement avant de vous engager.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA